



SESSION ORDINAIRE 2025-2026

20 JANVIER 2026

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**visant à encourager les communes bruxelloises
à se déclarer «lieux sûrs pour les femmes»
et à lutter contre les violences sexistes
et sexuelles dans l'exercice des fonctions
politiques locales**

RAPPORT

fait au nom de la commission
de l'Égalité des chances et Droits des femmes

par Nadia El Yousfi (FR)

GEWONE ZITTING 2025-2026

20 JANUARI 2026

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**ertoe strekkende de Brusselse gemeenten
aan te moedigen om zichzelf uit te roepen
tot "vrouwveilige plaatsen" en seksistisch
en seksueel geweld bij de uitoefening
van lokale politieke ambten te bestrijden**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten

door Nadia El Yousfi (FR)

Ont participé aux travaux de la commission:

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

Membres effectifs

Vaste leden

MR	:	Loubna Azghoud, Kristela Bytyçi, Ariane de Lobkowicz, Ludivine de Magnanville.
PS	:	Leila Agic, Nadia El Yousfi, Cécile Vainsel.
PTB	:	Petya Obolensky.
Ecolo	:	Margaux De Ré.
Groen	:	Emile Luhahi.
N-VA	:	Gilles Verstraeten.

Membres suppléants

Plaatsvervangers

PTB	:	Françoise De Smedt, Mehdi Talbi.
Ecolo	:	Farida Tahar.

Autres membres

Andere leden

Les Engagés	:	Marie Cruysmans, Emel Köse.
DéFI	:	Gisèle Mandaila.

I. Ajout de cosignataires

Manon Vidal, Leila Agic et Gisèle Mandaila sont ajoutées, avec l'accord des auteurs, à la liste des cosignataires de la proposition de résolution.

II. Exposés introductifs

Mme Farida Tahar, autrice principale de la proposition de résolution, rappelle que les violences sexistes et sexuelles constituent une réalité transversale qui touche toutes les sphères de la société, y compris le monde politique. Depuis 2017, et l'ampleur prise par le mouvement #MeToo, ces violences sont davantage rendues visibles grâce à la parole des femmes, révélant qu'elles affectent aussi les élues et collaboratrices politiques. La députée s'appuie sur des données chiffrées qui attestent de l'ampleur du harcèlement sexuel subi par des mandataires, ainsi que sur la lettre ouverte signée en 2022 par plus de 120 femmes politiques belges, dénonçant des comportements déviants et alertant sur les risques que ces violences font peser sur la démocratie lorsqu'elles se produisent dans des lieux de décision.

L'oratrice souligne que ces femmes ont dénoncé le tabou et l'omerta, affirmant que le monde politique reste largement conçu par et pour les hommes, marqué par une culture professionnelle sexiste. Un changement systémique est nécessaire, impliquant également les hommes. Les femmes revendiquent notamment la création d'un organe indépendant de lutte contre les violences sexistes, sexuelles et psychologiques en politique. La députée mentionne une étude publiée en février 2025 par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, confirmant le sexisme subi par les candidates lors des élections de 2024, tous partis confondus.

Selon elle, ces études et constats démontrent que les comportements abusifs ne sont pas isolés et justifient pleinement l'inscription de cette problématique à l'agenda politique. La proposition de résolution s'inscrit dans cette dynamique et fait suite à une motion adoptée à l'unanimité au conseil communal de Schaerbeek. Elle rappelle que, dans le sillage de #MeToo, plusieurs initiatives ont vu le jour en Belgique, notamment des plans de lutte contre les violences faites aux femmes, le développement des centres de prise en charge des violences sexuelles et des avancées en matière de formation des policiers, tout en reconnaissant que ces efforts restent insuffisants.

La députée met en évidence les carences persistantes au sein des institutions politiques, telles que l'absence de dispositifs de signalement adaptés, de codes de conduite contraignants et d'organes indépendants de traitement. La

I. Toevoeging van medeondertekenaars

Manon Vidal, Leila Agic en Gisèle Mandaila worden toegevoegd, met instemming van de indieners, aan de lijst van medeondertekenaars van het voorstel van resolutie.

II. Inleidende uiteenzettingen

Mevrouw Farida Tahar; hoofddiender van het voorstel van resolutie, wijst erop dat we seksistisch en seksueel geweld aantreffen in alle geledingen van de maatschappij, ook in de politiek. In 2017 kwam met #MeToo een grootschalige beweging op gang die dergelijke vormen van geweld zichtbaarder maakte, doordat vrouwen niet langer een blad voor de mond namen. Toen werd duidelijk dat ook vrouwelijke verkozenen en politieke medewerksters ermee te maken krijgen. Het parlements lid haalt er cijfers bij om aan te tonen dat heel wat vrouwen die een mandaat bekleeden, seksuele intimidatie ondergaan. Zij verwijst ook naar een open brief die meer dan 120 Belgische vrouwelijke politici in 2022 hebben ondertekend. Daarin stelden ze grensoverschrijdend gedrag aan de kaak en waarschuwden ze dat de democratie in gevaar komt, wanneer dergelijk geweld zich voordoet op plaatsen waar beslissingen moeten worden genomen.

De spreker benadrukt dat de vrouwen in kwestie ook de taboesfeer en de zwijgplicht hekelden en aanvoerden dat de politieke wereld ontworpen is voor en door mannen en gekenmerkt wordt door een seksistische beroeps cultuur. Het systeem moet veranderen. Ook mannen moeten daarbij een rol spelen. De vrouwen pleitten er onder meer voor een onafhankelijk orgaan op te richten dat seksistisch, seksueel en psychologisch geweld in de politiek moet bestrijden. Het parlements lid verwijst naar een onderzoek dat in februari 2025 openbaar werd gemaakt door het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen. Volgens dat onderzoek waren er bij de verkiezingen van 2024 in alle partijen vrouwen die te maken kregen met seksisme.

Volgens haar tonen die onderzoeken en vaststellingen aan dat situaties waarin sprake is van wangedrag, geen alleenstaande gevallen zijn. Daarom is het volkomen gerechtvaardigd om er een politiek aandachtspunt van te maken. Het ontwerp van resolutie bouwt voort op die dynamiek en sluit aan op een motie die de gemeenteraad van Schaerbeek met eenparigheid heeft goedgekeurd. Zij wijst erop dat in de nasleep van #MeToo in België meerdere initiatieven zijn genomen. Zo zijn er plannen goedgekeurd om geweld tegen vrouwen te bestrijden en zijn er zorgcentra na seksueel geweld geopend. Ook de politieopleiding werd bijgesteld. Die inspanningen volstaan volgens haar echter niet.

Het parlements lid benadrukt dat er binnen de politieke instellingen nog steeds te weinig aan het probleem wordt gedaan. Er zijn geen passende meldpunten, geen bindende gedragscodes en geen onafhankelijke organen om klachten

résolution, inspirée de l'initiative de Schaerbeek, vise à étendre ces bonnes pratiques à l'ensemble des 19 communes bruxelloises à travers un plan d'action structuré en six axes. Ceux-ci incluent l'encouragement des communes à se déclarer «lieux sûrs pour les femmes», la formation et la sensibilisation au niveau local, la mise en place de procédures de signalement, la prévention et la sensibilisation citoyenne, le suivi et l'évaluation, l'intégration transversale de la problématique, ainsi que la défense de la création d'un organe indépendant dans le cadre d'un futur plan d'action national.

L'oratrice insiste enfin sur l'importance de cet organe indépendant, demandé avec force par les secteurs et collectifs féministes consultés, et appelle à veiller à la mise en œuvre concrète et au suivi de la résolution au niveau local.

Constatant une sensibilité partagée au sein de la commission sur les violences faites aux femmes, elle espère un soutien unanime, à l'image de celui obtenu à Schaerbeek, afin d'envoyer un signal politique fort au niveau bruxellois et au-delà.

M. Emile Luhahi, coauteur de la proposition de résolution, souligne que les violences sexistes et sexuelles sont un problème non pas marginal mais structurel, qui se manifeste également dans le monde politique. Selon lui, les témoignages de femmes politiques, le mouvement #MeToo, la lettre ouverte de 2022 et la récente enquête sur les élections de 2024 montrent que les cercles du pouvoir ne sont pas toujours sûrs pour les femmes.

Ces formes de violence affectent non seulement les personnes, mais aussi la démocratie elle-même, qui se doit d'être représentative et inclusive. Si les milieux politiques ne sont pas sûrs pour la moitié de la population, cela pose un sérieux problème démocratique.

C'est pourquoi la présente résolution souligne clairement que les pouvoirs locaux ont une part essentielle à jouer dans la solution. Bruxelles peut prendre l'initiative en encourageant les communes à devenir des lieux sûrs pour les femmes, avec des règles claires, des formations et un suivi, à l'instar de la commune de Schaerbeek.

Mme Leila Agic, coautrice de la proposition de résolution, remercie les auteurs du texte et souligne que, malgré les avancées récentes, l'engagement politique des femmes reste marqué par des discriminations, un sexisme banalisé et parfois des violences, ce qui constitue une atteinte directe à la démocratie.

Les violences sexistes et sexuelles, allant des remarques prétendument anodines au harcèlement, ne relèvent ni du hasard ni de cas isolés, mais s'inscrivent dans des méca-

te à traiter. La résolution vise à encourager les bonnes pratiques que la commune de Schaerbeek a mises en œuvre, à les étendre à toutes les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et à les inscrire dans un plan d'action structuré en six axes. Ceux-ci incluent l'encouragement des communes à se déclarer «lieux sûrs pour les femmes», la formation et la sensibilisation au niveau local, la mise en place de procédures de signalement, la prévention et la sensibilisation citoyenne, le suivi et l'évaluation, l'intégration transversale de la problématique, ainsi que la défense de la création d'un organe indépendant dans le cadre d'un futur plan d'action national.

Volgens de spreker is het belangrijk dat een dergelijk onafhankelijk orgaan er komt. De feministische sectoren en collectieven waarmee zij overleg heeft gepleegd, dringen daar sterk op aan. Zij roept op om de resolutie in de praktijk te brengen en er vanuit de lokale overheden gevolg aan te geven.

Zij stelt vast dat iedereen in de commissie begaan is met geweld tegen vrouwen. Zij hoopt dan ook dat dat zich, net zoals in Schaerbeek, zal vertalen in unanieme steun om een sterk politiek signaal uit te sturen in Brussel en daarbuiten.

De heer Emile Luhahi, mede-indiener van het voorstel van resolutie, onderstreept dat seksistisch en seksueel geweld geen marginaal, maar een structureel probleem is dat zich ook in de politieke wereld manifesteert. De getuigenissen van vrouwelijke politici, de #MeToo-beweging, de open brief van 2022 en het recent onderzoek naar de verkiezingen van 2024 tonen volgens hem aan dat machtsomgevingen niet altijd veilig zijn voor vrouwen.

Dergelijke vormen van geweld raken niet alleen individuen, maar ook de democratie zelf, die representatief en inclusief moet zijn. Als politieke omgevingen niet veilig zijn voor de helft van de bevolking, vormt dat een ernstig democratisch probleem.

Met deze resolutie wordt daarom duidelijk gemaakt dat lokale besturen een sleutelrol kunnen spelen in de oplossing. Brussel kan het voortouw nemen door gemeenten aan te moedigen vrouwelijke plaatsen te worden, met duidelijke regels, opleidingen en opvolging, naar het voorbeeld van de gemeente Schaerbeek.

Mevrouw Leila Agic, mede-indiener van het voorstel van resolutie, bedankt de indieners van de tekst. Zij benadrukt dat er de laatste tijd weliswaar aardig wat vooruitgang is geboekt, maar dat vrouwen in de politiek nog steeds te maken krijgen met discriminatie, ordinair seksisme en soms zelfs geweld. Dat raakt de democratie in haar kern.

Seksistisch en seksueel geweld, gaande van zogenaamd onschuldige opmerkingen tot intimidatie, gebeurt niet zomaar toevallig. Evenmin gaat het om alleenstaande gevallen. Het vormt een uiting van dominantie die erop gericht

nismes de domination visant à réduire les femmes au silence, à les pousser à renoncer et à décourager d'autres engagements, en particulier lorsqu'il s'agit de femmes racisées.

La députée évoque la lettre ouverte de novembre 2022, rendue nécessaire par la banalisation et la minimisation persistantes de ces violences, et salue le courage de celles qui ont pris la parole. La responsabilité politique consiste désormais à traduire ces témoignages en actions concrètes. Dans cette perspective, son groupe soutient la proposition de résolution, jugée ambitieuse, structurée et indispensable, car elle inscrit la lutte contre les violences dans une approche globale articulant prévention, formation, dispositifs de signalement et suivi.

L'oratrice met en avant la portée symbolique et politique de l'appel adressé aux communes à se déclarer «lieux sûrs pour les femmes», ainsi que l'importance de la formation et de la sensibilisation des mandataires, du personnel communal et des personnes de confiance, afin de prévenir et d'identifier correctement les situations de violence.

Finalement, la députée conclut que cette résolution constitue une base solide pour rendre les espaces politiques locaux plus sûrs et inclusifs et que la lutte contre les violences sexistes et sexuelles est indissociable de l'égalité, de la dignité et de la démocratie.

La députée signale qu'une correction de formulation concernant les campagnes de sensibilisation doit être apportée au point 4 de la page 5 des développements.

Mme Françoise De Smedt (en remplacement de Manon Vidal, coautrice de la proposition de résolution) indique que les violences sexistes et sexuelles ne constituent pas des faits isolés ni de simples dérives individuelles : elles s'inscrivent dans un système patriarcal profondément ancré, présent à tous les niveaux de la société, y compris en politique. Ce système freine l'engagement des femmes, les pousse au silence ou à l'abandon de leurs fonctions, ce qui rend une action indispensable.

Selon elle, la résolution a le mérite de partir du terrain et de viser l'extension de bonnes pratiques communales, les communes constituant le premier échelon de la démocratie.

La députée salue en particulier la volonté de généraliser l'exemple de Schaerbeek, première commune belge à avoir adopté une charte contre les violences sexistes et sexuelles en politique.

L'oratrice soutient les principaux axes du texte: création de

is vrouwen en dan in het bijzonder vrouwen van kleur het zwijgen op te leggen, hen ertoe aan te zetten zich terug te trekken of andere vrouwen elke zin te ontnemen om zich te engageren.

Het parlementslicd verwijst naar de open brief van november 2022. Die was nodig, want dergelijke vormen van geweld blijven maar gebanaliseerd en geminimaliseerd worden. Zij prijst de moed van de vrouwen die er zich openlijk tegen hebben uitgesproken. De politiek draagt de verantwoordelijkheid om die getuigenissen nu om te zetten in concrete daden. Daarom steunt haar fractie het ontwerp van resolutie, dat zij bestempelt als ambitieus, gestructureerd en essentieel, omdat het de bestrijding van geweld kadert in een alomvattende aanpak met aandacht voor preventie, opleiding, meldingsinstrumenten en follow-up.

De sprekerster benadrukt dat de oproep aan de gemeenten om zichzelf uit te roepen tot "vrouwveilige plaats" zowel symbolisch als politiek is. Daarnaast vindt zij het belangrijk om mandatarissen, gemeentepersoneel en vertrouwenspersonen op te leiden en bewust te maken, zodat zij situaties van geweld kunnen voorkomen en correct kunnen inschatten.

Afrondend stelt het parlementslicd dat deze resolutie een stevige basis biedt om de lokale politiek veiliger en inclusiever te maken, en dat de strijd tegen seksistisch en seksueel geweld onlosmakelijk verbonden is met gelijkheid, waardigheid en democratie.

Het parlementslicd wijst erop dat onder het vierde punt op bladzijde 5 van de toelichting over bewustmakingscampagnes een correctie dient te worden aangebracht in de formulering.

Mevrouw Françoise De Smedt (ter vervanging van Manon Vidal, mede-indiener van het voorstel van resolutie) zegt dat seksistisch en seksueel geweld niet rond alleenstaande gevallen of louter individuele fratsen draait, maar maakt deel uit van een diepgeworteld patriarchaal systeem dat aanwezig is in alle geledingen van de maatschappij, ook in de politiek. Dat systeem remt vrouwen af in hun engagement, legt hen het zwijgen op of noopt hen ertoe hun ambt neer te leggen. Daarom is het noodzakelijk om ertegen in te grijpen.

De resolutie heeft volgens haar de verdienste dat ze vertrekt vanuit de concrete realiteit en erop gericht is goede gemeentelijke praktijken uit te breiden. Gemeenten vormen immers de laagste drempel van de democratie.

Het parlementslicd looft vooral het streven om het voorbeeld van Schaerbeek, de eerste Belgische gemeente die een handvest tegen seksistisch en seksueel geweld in de politiek heeft goedgekeurd, algemeen navolging te laten krijgen.

De sprekerster staat achter de krachtlijnen van de tekst:

lieux sûrs pour les femmes, formation et sensibilisation des acteurs locaux, prévention et sensibilisation citoyenne, ainsi que suivi et évaluation des initiatives communales.

Elle insiste toutefois sur le fait que la lutte contre ces violences ne peut reposer sur la seule bonne volonté, mais nécessite des moyens publics, du personnel formé et un suivi rigoureux. Enfin, la députée inscrit cette résolution dans une démarche plus large visant l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

III. Discussion générale

Mme Ariane de Lobkowicz part du constat partagé que les violences sexistes et sexuelles existent aussi dans la sphère politique locale: les travaux récents le montrent, alors que les dispositifs de signalement sont parfois insuffisants, la protection des victimes trop faible et les codes de conduite peu contraignants. L'objectif de faire des 19 communes des espaces politiques plus sûrs et plus inclusifs est donc pertinent. La résolution offre des pistes utiles — chartes, formations, procédures de signalement, prévention, suivi — mais son groupe émet deux réserves.

La première concerne le risque d'inflation institutionnelle: la création d'un organe indépendant et d'un observatoire régional pose, dans le contexte bruxellois, des questions de compétences, de moyens, de gouvernance et de doublons potentiels, avec le risque de multiplier les structures sans impact réel.

La seconde porte sur les contraintes budgétaires et administratives: dans une situation financière difficile, toute nouvelle mission doit être rigoureusement évaluée et accompagnée d'un modèle clair de financement et de mise en œuvre. La ligne du MR vise une politique concrète, mesurable et utile pour les victimes, sans création de structures supplémentaires sans preuve d'efficacité.

La députée conclut que la résolution est nécessaire, mais qu'elle ne sera efficace que si elle se traduit par des leviers opérationnels et des pratiques réellement transformatrices. Les amendements visent à garantir l'applicabilité dans les 19 communes sans alourdir inutilement le dispositif.

Pour **M. Gilles Verstraeten**, le problème lui-même ne fait guère débat. À cet égard, il se réfère à une étude réalisée en 2014 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui révèle qu'en Europe, une grande partie des femmes sont confrontées à différentes formes de violence, ce qui, selon lui, démontre le caractère structurel du problème.

vrouwveilige plaatsen creëren, de lokale actoren opleiden en bewustmaken, inzetten op preventie en burgerbewustmaking, en de gemeentelijke initiatieven opvolgen en evalueren.

Zij benadrukt evenwel dat goede bedoelingen niet volstaan om dergelijke vormen van geweld te bestrijden, maar dat er ook overheidsmiddelen en opgeleid personeel voor nodig zijn en de vinger aan de pols moet worden gehouden. Het parlementslid ziet deze resolutie tot slot als onderdeel van een ruimere inspanning die erop gericht is volwaardige gelijkheid tussen vrouwen en mannen te bereiken.

III. Algemene bespreking

Mevrouw Ariane de Lobkowicz begint met de algemene vaststelling dat seksistisch en seksueel geweld ook bestaat in de lokale politiek. Dat blijkt uit recente studies, maar de meldingsmechanismen bieden niet altijd soelaas, slachtoffers worden onvoldoende beschermd en de gedragscodes zijn te vrijblijvend. De doelstelling om het politieke leven in de 19 gemeenten veiliger en inclusiever te maken is dus relevant. De resolutie reikt enkele nuttige ideeën aan, zoals handvesten, opleidingen, meldingsprocedures, preventie en follow-up. Haar fractie plaatst daar echter twee kanttekeningen bij.

Ten eerste moeten we ons hoeden voor institutionele inflatie: de oprichting van een onafhankelijk orgaan en een gewestelijk kenniscentrum in Brussel doet vragen rijzen over bevoegdheden, middelen, bestuur en mogelijke overlappingen. Het risico bestaat dat er alweer nieuwe structuren bijkomen zonder dat ze echt impact hebben.

De tweede kanttekening heeft te maken met budgettaire en administratieve beperkingen. Gelet op de moeilijke financiële toestand moet elke nieuwe opdracht grondig onder de loep worden genomen en gebaseerd zijn op een duidelijk financierings- en implementatiemodel. De MR-fractie pleit voor een concreet en meetbaar beleid dat nuttig is voor de slachtoffers. Het heeft geen zin om extra structuren op poten te zetten als hun efficiëntie niet bewezen is.

Het parlementslid besluit dat de resolutie noodzakelijk is, maar enkel doeltreffend kan zijn als ze wordt omgezet in operationele hefbomen en leidt tot acties die echt verandering teweegbrengen. De amendementen moeten werkstellingen dat het systeem kan worden toegepast in de 19 gemeenten zonder dat het onnodig omslachtig wordt.

Voor **de heer Gilles Verstraeten** bestaat weinig discussie over de problematiek zelf. Hij verwijst hiervoor naar een studie uit 2014 van het Bureau van de Europese Unie voor de grondrechten, waaruit blijkt dat een groot deel van de vrouwen in Europa met verschillende vormen van geweld wordt geconfronteerd, wat volgens hem het structurele karakter van het probleem aantoont.

Sur le plan politique, son parti juge essentiel d'accorder davantage d'attention aux victimes. Bien que le système judiciaire parte à juste titre du principe de la présomption d'innocence, trop d'attention est selon lui accordée à la protection de l'auteur présumé, au détriment des besoins et de la protection des victimes.

Le député souligne certaines initiatives politiques positives, telles que les centres de prise en charge des violences sexuelles et l'amélioration de la formation de la police dans ce domaine, qui lui paraissent absolument cruciales. Il souligne à cet égard un problème typiquement bruxellois, à savoir le bilinguisme, qui pendant longtemps n'a pas été suffisamment garanti, mais qui s'est vu renforcé depuis la création d'un centre de prise en charge des violences sexuelles à l'UZ Brussel.

Le député souligne également l'importance de l'éducation à la vie relationnelle et sexuelle dans l'enseignement en tant qu'outil fondamental dans la lutte contre les violences liées au genre. Dans une ville aussi diversifiée que Bruxelles, c'est là une mission complexe mais nécessaire, qui mérite un soutien continu.

Se basant sur son expérience personnelle en politique, il constate la persistance d'un deux-poids-deux-mesures évident dans l'évaluation des femmes et des hommes en politique. Le comportement, l'expression verbale ou l'accent des femmes font plus rapidement l'objet d'une interprétation négative ou critique, ce qui complique leur participation et leur visibilité. Le changement culturel à cet égard est lent et exige des efforts constants et un débat ouvert.

Le député se dit dès lors largement d'accord avec le contenu de la résolution et avec la quasi-totalité des amendements déposés, qu'il juge pertinents. Ses seules réserves concernent la création éventuelle d'une institution ou d'un centre d'expertise à part, se consacrant spécifiquement à l'égalité et à la violence à l'égard des femmes en politique. Il met en garde contre une prolifération des institutions et se demande s'il est nécessaire de créer sans cesse de nouvelles structures.

Bien qu'il reconnaisse l'existence de recommandations au niveau européen, il préconise d'examiner d'abord s'il n'est pas préférable d'intégrer cette expertise au sein de structures existantes déjà compétentes en matière d'égalité des chances, de droits humains et d'égalité des genres, telles qu'equal.brussels ou l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.

Mme Emel Köse s'appuie sur l'étude de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes publiée en février 2025 pour souligner le caractère préoccupant des violences faites aux femmes dans l'espace politique, d'autant que les dispositifs actuels de prévention et de sanction restent insuffisants. Inspirée de la charte adoptée à Schaerbeek, la résolution vise à encourager l'échange de bonnes pratiques entre communes, à renforcer la formation et la prévention,

Beleidsmatig is het volgens zijn partij essentieel dat slachtoffers centraler komen te staan. Hoewel het rechtssysteem terecht uitgaat van het vermoeden van onschuld, gaat er volgens hem te vaak aandacht naar de bescherming van de vermeende dader en te weinig naar de noden en bescherming van het slachtoffer.

Het parlementslicid wijst op positieve beleidsinitiatieven, zoals de zorgcentra voor slachtoffers van seksueel geweld en de verbeterde opleiding van de politie op dit vlak, die hij als absoluut cruciaal beschouwt. Daarbij benadrukt hij een typisch Brusselse aandachtspunt, namelijk de tweetaligheid, die lange tijd onvoldoende gegarandeerd was, maar sinds de oprichting van een zorgcentrum voor seksueel geweld in het UZ Brussel wel werd versterkt.

Daarnaast onderstreept het parlementslicid het belang van relationele en seksuele vorming in het onderwijs als fundamenteel instrument in de strijd tegen gendergerelateerd geweld. Zeker in een diverse stad als Brussel, is dit een complexe maar noodzakelijke opdracht die blijvende ondersteuning verdient.

Op basis van zijn persoonlijke ervaring in de politiek, stelt hij vast dat er nog steeds een duidelijke dubbele standaard bestaat in de beoordeling van vrouwen en mannen in de politiek. Gedrag, spreekstijl of accenten wordt bij vrouwen sneller negatief of kritisch geïnterpreteerd, wat hun participatie en zichtbaarheid bemoeilijkt. De culturele verandering op dit vlak verloopt traag en vergt blijvende inspanningen en vereist een open debat.

Het parlementslicid verklaart zich dan ook grotendeels akkoord met de inhoud van de resolutie en met vrijwel alle ingediende amendementen, die hij als zinvol beschouwt. Zijn enige bedenkingen betreffen de mogelijke oprichting van een afzonderlijke instelling of kenniscentrum dat zich specifiek zou bezighouden met gelijkheid en geweld tegen vrouwen in de politiek. Hij waarschuwt voor een wildgroei aan instellingen en stelt zich de vraag of het noodzakelijk is om telkens nieuwe structuren op te richten.

Hoewel hij erkent dat er aanbevelingen bestaan op Europees niveau, pleit hij ervoor om eerst te onderzoeken of deze expertise niet beter kan worden ondergebracht binnen bestaande structuren die reeds bevoegd zijn voor gelijke kansen, mensenrechten en gendergelijkheid, zoals equal.brussels of het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen.

Mevrouw Emel Köse baseert zich op de studie van het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen die in februari 2025 openbaar werd gemaakt. Daarin werd de vinger gelegd op de zorgwekkende aard van het geweld dat vrouwen ondergaan in de politieke arena, vooral omdat de huidige preventiemechanismen en sanctieregelingen nog steeds tekortschieten. De resolutie bouwt voort op het handvest van de gemeente Schaerbeek en heeft tot doel de

et à mettre en place de procédures de signalement à travers un cadre régional standardisé, avec la perspective de créer un organe indépendant de lutte contre les violences.

Son groupe inscrit ce texte dans une lutte plus large contre les inégalités et discriminations visant les femmes en politique. Tout en tenant compte des contraintes budgétaires, la députée juge nécessaire de doter les communes d'un cadre structuré et de moyens d'accompagnement adéquats pour agir concrètement, y compris dans l'exercice des mandats locaux. Il devient urgent de renforcer les collaborations entre communes afin de diffuser les bonnes pratiques et d'en faire des «lieux sûrs pour les femmes», un enjeu essentiel pour le bien-être des mandataires. Sur cette base, elle annonce un vote favorable à la résolution.

Mme Gisèle Mandaila remercie les auteurs de la proposition de résolution, qui met en lumière un problème longtemps passé sous silence et qui touche au cœur de la démocratie, de l'égalité et du fonctionnement politique. Les violences sexistes et sexuelles en politique ne sont ni isolées ni marginales, mais s'inscrivent dans des rapports de pouvoir et des inégalités structurelles qui traversent l'ensemble de la société, y compris la sphère politique, laquelle devrait pourtant être un espace de respect et de représentativité.

Elle décrit la diversité des formes que prennent ces violences, allant des propos ou gestes sexistes et du dénigrement fondé sur le genre aux pressions psychologiques, contacts non consentis, entraves de carrière et chantages, auxquels s'ajoutent désormais le cyberharcèlement et les *deepfakes* sexuels. Ces pratiques consistent en un continuum de violences basées sur le genre. Les témoignages montrent que les femmes politiques y sont davantage exposées et que ces faits sont souvent tus ou minimisés par peur de représailles ou de discrédit, comme l'ont illustré la lettre ouverte de 2022 et des enquêtes journalistiques récentes.

Elle met en évidence les spécificités de la Région de Bruxelles-Capitale, marquée par une forte intensité politique liée à son statut de capitale européenne. Si ce contexte est démocratiquement riche, il favorise aussi des climats où le sexisme peut se banaliser, en raison notamment de cultures organisationnelles inadaptées, du manque de règles claires, de l'insuffisance de formations et de protocoles anti-harcèlement, ainsi que de la sous-représentation des femmes aux postes décisionnels. La persistance des violences s'explique également par la culture du silence, l'absence de cadres robustes, la forte hiérarchisation du pouvoir et le sexisme structurel.

gemeenten ertoe aan te zetten goede praktijken uit te wisselen, sterker in te zetten op opleiding en preventie en meldingsprocedures in te voeren op basis van standaardregels voor het hele gewest. Uiteindelijk moet er een onafhankelijk orgaan komen om geweld te bestrijden.

Voor haar fractie maakt deze tekst deel uit van een bredere strijd tegen ongelijkheid en discriminatie ten aanzien van vrouwen in de politiek. Gezien de nijpende begrotingstoestand vindt het parlementslid dat de gemeenten een gestructureerd kader en voldoende ondersteunende middelen aangereikt moeten krijgen zodat ze concrete maatregelen kunnen nemen, ook in het kader van de uitoefening van lokale mandaten. Gemeenten moeten dringend nauwer gaan samenwerken om goede praktijken te delen en uit te groeien tot "vrouwveilige plaatsen". Dat is van essentieel belang voor het welzijn van iedereen die een mandaat bekleedt. Daarom kondigt zij aan voor de resolutie te zullen stemmen.

Mevrouw Gisèle Mandaila bedankt de indieners van het voorstel van resolutie, dat de aandacht vestigt op een probleem dat lange tijd onder de radar is gebleven en dat raakt aan de kern van de democratie, gelijkheid en de politieke werking. Seksistisch en seksueel geweld in de politiek is geen alleenstaand gegeven of randverschijnsel. Het hangt samen met machtsverhoudingen en structurele ongelijkheden die in de hele samenleving aanwezig zijn, ook in de politieke arena, waar respect en representativiteit nochtans vanzelfsprekend zouden moeten zijn.

Zij beschrijft hoe dergelijk geweld verschillende vormen kan aannemen, gaande van seksistische opmerkingen of gebaren en kleinering op basis van geslacht, tot psychologische druk, aanrakingen zonder toestemming, het boycotten van iemands carrière en chantage. Dat rijtje wordt tegenwoordig aangevuld met cyberpesten en seksueel getinte *deepfakes*. Dergelijke praktijken vormen een continuum van gendergerelateerd geweld. Uit getuigenissen blijkt dat vrouwelijke politici er vaker het slachtoffer van zijn en dat dergelijke feiten dikwijls worden verzwegen of geminimaliseerd uit angst voor vergelding of om niet in diskrediet te worden gebracht. De open brief van 2022 en recente journalistieke onderzoeken bevestigen dat.

Zij verwijst naar de specifieke eigenheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waar het politieke leven zeer intens is door de status van Brussel als Europese hoofdstad. Dat maakt van Brussel een bijzonder boeiende democratische omgeving, maar het bevordert ook een klimaat waarin seksisme kan gedijen, doordat de organisatiecultuur tekortschiet, er geen duidelijke regels zijn, er onvoldoende wordt ingezet op opleiding en antipestprotocollen, maar ook doordat vrouwen ondervertegenwoordigd zijn in functies met beslissingsmacht. Het feit dat geweld blijft bestaan, kan ook worden verklaard door de zwijgcultuur, het ontbreken van een stevig framework, de sterke hiërarchisering van de macht en structureel seksisme.

La députée insiste sur les conséquences concrètes de ces violences: découragement de l'engagement politique, abandon de carrières et impacts psychologiques, qui entravent l'exercice libre des mandats. Ces constats justifient pleinement l'initiative proposée et appelle à renforcer la protection des victimes, la responsabilisation des acteurs, ainsi que la formation et la sensibilisation en faveur de modèles de leadership plus inclusifs.

La députée conclut que lutter contre les violences sexistes et sexuelles en politique revient à défendre la démocratie, l'égalité et le respect. Son groupe soutient dès lors la proposition de résolution et les six axes visant à faire des 19 communes bruxelloises des lieux sûrs pour les femmes en politique.

Réponses

Mme Farida Tahar souligne l'objectif partagé de parvenir à un soutien unanime du texte, enrichi par les amendements déposés. Elle relève que l'amendement faisant doublon ou redondance a été retiré ou, à défaut, pourra être soumis au vote, ce qui témoigne d'une volonté commune de convergence. Elle conclut en saluant l'intelligence collective mobilisée au sein de la commission, qui a permis de faire avancer le débat de manière constructive.

IV. Discussion des considérants et des tirets du dispositif et votes

Considérants

Les considérants ne suscitent aucun commentaire.

Vote

Les considérants sont adoptés à l'unanimité des 14 membres présents.

Premier tiret

Le premier tiret ne suscite aucun commentaire.

Vote

Le premier tiret est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Het parlamentslid wijst op de concrete gevolgen van dergelijk geweld: vrouwen raken ontmoedigd om zich politiek te engageren en geven hun carrière op. De psychologische impact zet een rem op de vrije uitoefening van mandaten. Die vaststellingen rechtvaardigen ten volle het voorgestelde initiatief en nopen ertoe slachtoffers beter te beschermen, daders voor hun verantwoordelijkheid te stellen en in te zetten op opleiding en bewustmaking voor meer inclusieve leiderschapsmodellen.

Het parlamentslid besluit dat bij de strijd tegen seksistisch en seksueel geweld in de politiek wordt opgekomen voor de democratie, gelijkheid en respect. Daarom steunt haar fractie het voorstel van resolutie en de zes pijlers die ervoor moeten zorgen dat vrouwen in de 19 Brusselse gemeenten veilig aan politiek kunnen doen.

Antwoorden

Mevrouw Farida Tahar benadrukt dat er een gedeeld streven is om te komen tot algemene instemming met de tekst, aangevuld met de ingediende amendementen. Zij merkt op dat het overlappende of overbodige amendement werd ingetrokken, of anders nog ter stemming kan worden gebracht. Dat toont aan dat iedereen bereid is om tot overeenstemming te komen. Afrondend looft zij de manier waarop in de commissie de verschillende inzichten naar voren zijn gebracht, wat heeft bijgedragen aan het constructieve verloop van het debat.

IV. Bespreking van de consideransen en de streepjes van het verzoekend gedeelte en stemmingen

Consideransen

De consideransen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemming

De consideransen worden aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Eerste streepje

Het eerste streepje lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Het eerste streepje wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Deuxième tiret

Mme Ariane de Lobkowicz explique que l'objectif de l'amendement n° 5 est de compléter la prévention par un modèle d'intervention des témoins inspiré du «5D», afin de favoriser des réflexes concrets sur le terrain.

Votes

L'amendement n° 5 est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Le deuxième tiret, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Troisième tiret

Mme Leila Agic explique que l'objectif de l'amendement n° 1 est d'améliorer la coordination entre communes, zones de police et cellule EVA pour un signalement plus fluide.

L'objectif de l'amendement n° 4 déposé par **Mme Ariane de Lobkowicz** est de souligner qu'un signalement n'a de sens que s'il conduit à une réponse immédiate et coordonnée, impliquant une collaboration structurée avec les zones de police et le renforcement des dispositifs spécialisés d'accueil des victimes, comme la cellule EVA.

Selon **Mme Farida Tahar**, l'amendement ^{no 1^{ne}} pose aucune difficulté: il complète et améliore le texte et peut être intégré sans réserve.

En revanche, la députée, vu la similarité entre les amendements n°s 1 et 4, s'interroge sur l'opportunité de maintenir deux propositions similaires. Elle invite dès lors à une concertation, voire à une fusion des amendements, afin d'aboutir à une position commune.

Votes

Les amendements n°s 1 et 4 sont adoptés à l'unanimité des 14 membres présents.

Le troisième tiret, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Quatrième tiret

L'amendement n° 2 déposé par **Mme Leila Agic** a pour but de garantir le maintien, le financement et l'actualisation du site stopviolence.brussels.

L'amendement n° 3 déposé par **Mme Ariane de Lobkowicz**

Tweede streepje

Mevrouw Ariane de Lobkowicz legt uit dat haar amendement nr. 5 ertoe strekt het preventiegedeelte aan te vullen met een interventiemodel voor omstanders, geïnspireerd op de 5D-methode, zodat omstanders weten hoe ze in de praktijk kunnen ingrijpen.

Stemmingen

Het amendement wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Het tweede streepje, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Derde streepje

Mevrouw Leila Agic legt uit dat het amendement nr. 1 ertoe strekt de coördinatie tussen de gemeenten, politiezones en EVA-cellen te verbeteren, zodat meldingen vlotter kunnen worden afgehandeld.

Mevrouw Ariane de Lobkowicz benadrukt in haar amendement nr. 4 dat een melding alleen zinvol is als daar een onmiddellijke en gecoördineerde reactie op komt. Daarom moet er structureel worden samengewerkt met de politiezones en is het nodig om de gespecialiseerde instanties die slachtoffers opvangen, zoals de EVA-cellen, te versterken.

Mevrouw Farida Tahar heeft geen probleem met amendement nr.1, omdat het de tekst aanvult en verbetert. Zij maakt er dan ook geen bezwaar tegen om het erin te verwerken.

Het parlamentslid wijst echter op de gelijkenis tussen amendement nr. 1 en amendement nr. 4. Zij vraagt zich af of het wel wenselijk is om twee vergelijkbare voorstellen te behouden. Daarom vraagt zij om overleg te plegen, en de amendementen eventueel samen te voegen, teneinde tot een gemeenschappelijk standpunt te komen.

Stemmingen

De amendementen nrs. 1 en 4 worden aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Het derde streepje, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Vierde streepje

Het amendement nr. 2 van **mevrouw Leila Agic** is bedoeld om ervoor te zorgen dat de website stopviolence.brussels kan blijven bestaan, er financiële middelen naartoe gaan en wordt bijgewerkt.

Het amendement nr. 3 van **mevrouw Ariane de Lobkowicz**

visé à renforcer concrètement la sécurisation de l'espace public par un éclairage adapté, le recours ciblé aux caméras et une présence humaine visible dans les zones à risque.

Mme Farida Tahar marque un accord sur le fond de l'amendement n° 3, relatif notamment au renforcement de l'éclairage public, à l'optimisation du recours aux caméras et à la présence humaine. Elle rappelle que ces leviers ont toujours été soutenus. Elle exprime toutefois une réserve sur la justification avancée, qui tendrait à présenter la résolution comme une simple déclaration d'intention. Elle insiste au contraire sur le caractère déjà opérationnel du texte, structuré autour de six axes concrets comprenant formations, sensibilisation et mécanismes effectifs, et estime que cette justification minimise la portée et la cohérence de la démarche, même si l'amendement en lui-même ne pose pas de problème de principe.

Votes

Les amendements n°s 2 et 3 sont adoptés à l'unanimité des 14 membres présents.

Le quatrième tiret, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Cinquième tiret

Mme Farida Tahar se réfère à l'amendement n° 6, déposé par Gilles Verstraeten et évoque un possible malentendu: la demande relative à la création d'un organe indépendant émane du secteur lui-même et vise avant tout à garantir son indépendance, non à créer une structure supplémentaire gérée par des responsables politiques. L'enjeu central est que cet organe ne soit pas sous contrôle partisan et conserve une réelle autonomie. Dans cette optique, elle dit ne pas comprendre une éventuelle opposition de principe et propose de suspendre brièvement la séance pour clarifier l'utilité ou non de l'amendement et lever toute ambiguïté.

M. Gilles Verstraeten clarifie le «malentendu» évoqué sur l'organe indépendant et, afin d'éviter toute ambiguïté, retire l'amendement n° 6 et le remplace par un nouvel amendement (n°7). L'amendement ne vise donc pas à rejeter le principe, mais à laisser la possibilité d'examiner quelle solution institutionnelle est la plus appropriée et la plus efficace.

Votes

L'amendement n° 6 est retiré par l'auteur.

L'amendement n° 7 est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

heeft tot doel de openbare ruimte op een concrete manier veiliger te maken door de verlichting aan te passen, gericht gebruik te maken van camera's en te zorgen voor zichtbare menselijke aanwezigheid in risicozones.

Mevrouw Farida Tahar is het eens met de inhoud van amendement nr. 3, waarin vooropgesteld wordt om de openbare verlichting te verbeteren, het cameragebruik te optimaliseren en te zorgen voor menselijke aanwezigheid. Zij voert aan altijd achter die hefbomen te hebben gestaan. Zij heeft echter bedenkingen bij de geformuleerde verantwoording, die de resolutie neerzet als een loutere intentieverklaring. Zij benadrukt dat de tekst wel degelijk uitvoerbaar is en opgebouwd is rond zes concrete pijlers, waaronder opleidingen, bewustmaking en effectieve mechanismen. Zij meent dat de verantwoording het initiatief afdoet als zou het een beperkte reikwijdte hebben en weinig samenhangend zijn, ook al heeft zij op zich geen principiële bezwaren tegen het amendement.

Stemmingen

De amendementen nrs. 2 en 3 worden aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Het vierde streepje, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Vijfde streepje

Mevrouw Farida Tahar verwijst naar amendement nr. 6, ingediend door Gilles Verstraeten, en stelt dat er mogelijk sprake is van een misverstand. Het verzoek om een onafhankelijk orgaan op te richten komt van de sector zelf. Het is in de eerste plaats de bedoeling om de onafhankelijke werking van dat orgaan te waarborgen en niet om een extra structuur in het leven te roepen die beheerd wordt door politici. Het belangrijkste is dat dat orgaan niet onder partijpolitieke controle staat en een reële zelfstandigheid behoudt. Vanuit dat oogpunt begrijpt zij niet waarom daar principieel bezwaar tegen zou zijn. Zij stelt voor om de vergadering even te schorsen om het nut van het amendement te verduidelijken en elke dubbelzinnigheid weg te nemen.

De heer Gilles Verstraeten verduidelijkt het aangehaalde 'misverstand' over het onafhankelijke orgaan. Om elke dubbelzinnigheid weg te nemen trekt hij amendement nr. 6 in en vervangt hij het door een nieuw amendement (nr. 7). Het amendement beoogt dan dus geen afwijzing van het principe, maar wil ruimte laten om na te gaan welke institutionele oplossing het meest aangewezen en efficiënt is.

Stemmingen

Amendement nr. 6 wordt door de indiener ingetrokken.

Amendement nr. 7 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Le cinquième tiret, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

**V. Vote sur l'ensemble
de la proposition de résolution**

L'ensemble de la proposition de résolution, telle qu'amendée, est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.

La rapporteuse

Le président

Nadia EL YOUSFI

Petya OBOLENSKY

Het vijfde streepje, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

**V. Stemming over het geheel
van het voorstel van resolutie**

Het geheel van het voorstel van resolutie, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.

De rapporteur

De voorzitter

Nadia EL YOUSFI

Petya OBOLENSKY